

Sénat : l'élection du président entre les mains des centristes et des radicaux de gauche



172 sénateurs de gauche, contre 166 à droite : majorité absolue pour la gauche, défaite historique pour la droite. La bataille pour la présidence de la Haute Assemblée est lancée. Place au jeu des alliances...

Avec Anita
Hausser

Dimanche soir Jean-François Copé tentait d'apporter une explication rationnelle et de minimiser l'échec de la droite aux sénatoriales. Mais quelques minutes plus tard Gérard Larcher concédait : *"La poussée de l'opposition est réelle et plus ample que je ne l'avais estimée"*. Et pour cause, la gauche venait d'obtenir la majorité absolue. Pourtant le président du Sénat est un bon connaisseur de ce petit monde appelé les grands électeurs. **C'est vrai que sur le papier la gauche devait remporter ces sénatoriales après des échecs successifs de la droite aux cantonales, régionales et municipales. Des divisions il y en a toujours eu dans la majorité comme dans l'opposition.**

Oui, mais l'arithmétique du Sénat n'est pas toujours celle des manuels scolaires et dans le passé on pouvait relever d'étranges tractations et échanges de voix qui échappaient à toute logique politique, entre les deux tours dans certains départements. Mais quand les mécontentements s'accumulent (à commencer par la réforme territoriale qui les concerne au premier chef), que la crise économique et quelques scandales politico-financiers viennent se greffer là-dessus, **les grands électeurs ne connaissent plus ces petits arrangements ; ils deviennent tout simplement des électeurs qui s'expriment et cela aboutit à l'alternance. Un moment historique.**

Alerte rouge pour Nicolas Sarkozy

A sept mois de la présidentielle, c'est un signal pour tout le monde. **Martine Aubry et François Hollande à l'unisson, y voient là un signe prémonitoire pour une possible victoire du printemps prochain.** Mais cet échec, c'est avant tout une alerte rouge pour Nicolas Sarkozy. Un des membres de son gouvernement, le ministre de la Ville Maurice Leroy, a été battu dans son département, ce qui pose d'ailleurs la question de son maintien. Comme la question se pose d'ailleurs pour le ministre de la Défense Gérard Longuet, réélu dans la Meuse et Chantal Jouanno, nouvelle sénatrice de Paris.

Dans la capitale, Pierre Charon qui se présentait en dissident a été élu en dépit de toutes les pressions exercées par l'Elysée et l'UMP sur les élus. Toujours à Paris, le sénateur centriste sortant Yves Pozzo di Borgo a retrouvé son siège, en dépit des pronostics. **Le proche de François Fillon, l'homme qui travaille à l'implantation du Premier ministre dans la capitale a été éliminé.** Pour le locataire de Matignon « *la bataille commence* » ; de toute évidence il entend prendre la tête de la bataille pour la réélection de Nicolas Sarkozy, une prérogative que revendique également Jean-François Copé !

Jean-Pierre Bel, futur président du Sénat ?

La voie est donc ouverte pour que la gauche accède à la présidence du Sénat. Jean-Pierre Bel, le jusqu'ici discret président du groupe socialiste, fait l'unanimité dans son parti. Avant même l'annonce officielle il annonçait la victoire de la gauche et donnait le ton en affirmant sa volonté de « *bâtir un nouveau Sénat* ».

Mais le PS n'obtient pas la majorité à lui tout seul. Les Radicaux de gauche et des élus de centre-gauche sans étiquette sont une force qui compte dans la Haute Assemblée. Il leur est souvent arrivé d'apporter leurs voix à la majorité pour faire passer certaines réformes. Aujourd'hui, on imagine mal leurs élus faire défaut au candidat de gauche samedi prochain en dépit des sollicitations dont ils vont faire l'objet de toutes part. Un hiérarque socialiste soupirait dimanche soir : « *Ils vont vendre cher leur soutien...* ».

De son côté, Gérard Larcher qui va tout tenter pour conserver la présidence de la deuxième chambre, va également les solliciter ; négociateur habile, un véritable «facilitateur » capable de dénouer des blocages institutionnels, le sénateur des Yvelines ne manque pas d'arguments mais la présidentielle approche, et la Gauche ne veut pas manquer ce rendez-vous.

Le PS n'est le seul vainqueur de ce scrutin : **le Centre qui était en recul constant dans la Haute Assemblée depuis une vingtaine d'années, gagne quatre sièges.** Si le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, a occupé les plateaux télé, Jean-Louis Borloo est resté silencieux, mais a fait publier un communiqué par l'Alliance Républicaine, Ecologiste et Sociale dont il est co-fondateur, communiqué qui parle de « *défaite de l'UMP* » et souligne que « *le dogme du Parti unique a vécu* », et qui sonne comme un argumentaire pour la candidature Borloo.